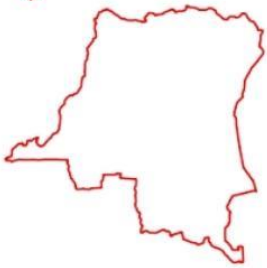


ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Surmonter la fragilité en RD Congo



Novembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Ancrage local et réactivité : les piliers de la réponse d'urgence de Caritas	4
Caritas et les engagements du « Grand Bargain » sur la localisation	4
La préparation aux désastres : une base essentielle	5
La réponse rapide, informée par l'ancrage local	6
Mieux soutenir les organisations et structures humanitaires locales	8
<i>> RECOMMANDATIONS pour soutenir la réponse rapide des acteurs locaux.....</i>	<i>9</i>
Le modèle de protection communautaire de Caritas dans les zones isolées du Sud-Kivu	10
Les Comités locaux d'organisation communautaire (CLOC) au Sud-Kivu.....	10
Autonomie, participation et durabilité	11
Les responsabilités des CLOC : anticiper, prévenir et réagir aux risques de protection ...	12
Une piste de participation citoyenne pour les communautés vulnérables congolaises ?..	14
<i>> RECOMMANDATIONS pour renforcer la protection communautaire</i>	<i>15</i>
Triple nexus en RD Congo : vers des solutions durables pour les populations affectées par des crises complexes	16
Fragilité et chocs multiples au Sud-Kivu et au Kasai-Central.....	16
Une approche du triple nexus en RD Congo	17
Combattre la malnutrition et ses sources.....	18
Renforcer le dialogue et la cohésion sociale.....	19
<i>> RECOMMANDATIONS pour opérationnaliser l'approche triple nexus</i>	<i>21</i>

Résumé des recommandations

- **Adapter les financements aux crises complexes en les rendant plus souples, durables et accessibles aux acteurs locaux ;**
- **Soutenir et évaluer des approches holistiques et durables (triple nexus) pour appuyer des populations affectées par des crises complexes ;**
- **Renforcer les réponses locales qui œuvrent pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'accès à la justice et la défense des droits.**

Introduction

L'année 2021 a été une année particulièrement difficile pour les habitant-e-s de la RD Congo, confronté-e-s à un cumul de crises ponctuelles et prolongées. La persistance des conflits armés, des fragilités socio-économiques et des impacts du COVID-19 ont lourdement aggravé l'insécurité alimentaire et les vulnérabilités déjà existantes des familles et des communautés.

Cinq statistiques clés en 2021

- L'insécurité prolongée dans certaines parties du pays a causé la mort de 1.381 civils congolais durant les trois premiers trimestres de l'année 2021. ([ACLED](#))
- La RD Congo compte actuellement 5,4 millions de personnes déplacées internes – la deuxième population la plus élevée au monde. La grande majorité (99%) ont fui à cause des conflits et violences dans leurs provinces. ([IDMC](#))
- Environ 27,3 millions de personnes vivent dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée, dont près de 7 millions dépendent de l'aide alimentaire pour survivre ([IPC](#))
- À l'échelle mondiale, le pays est l'un des dix les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. ([ND-GAIN](#))
- Le Plan de réponse humanitaire des Nations unies pour la RD Congo (\$2 milliards) sera financé à environ 35% en 2021, une nette tendance à la baisse depuis 2015 (64% financé) qui contraste l'augmentation croissante des besoins identifiés. ([OCHA](#))

Le réseau Caritas en RD Congo est présent dans toutes les provinces du pays, notamment à travers les structures de l'église, et accompagne les populations à se rétablir suite à des crises multiples. Caritas International Belgique (CI.be) est active en RD Congo depuis 1960 avec l'objectif de soutenir les familles vulnérables dans les domaines de la sécurité alimentaire, l'aide d'urgence, la cohésion sociale et les alternatives de développement durable, en collaboration avec Caritas Congo, les Caritas diocésaines locales et d'autres Caritas internationales.

Cette publication a pour objectif de mettre en avant des analyses et des témoignages issus de l'engagement de longue date du réseau Caritas auprès des communautés vivant en situation de crise en RD Congo. Tout en proposant des pistes de solution adaptées et durables pour répondre aux défis majeurs des crises ponctuelles, des déplacements de population et des violations généralisées des droits.

Ancrage local et réactivité : les piliers de la réponse d'urgence de Caritas

La réponse du réseau Caritas aux urgences repose sur deux piliers : un enracinement local qui permet de préparer les communautés aux situations de crise, prolongé par une capacité d'intervention rapide et flexible auprès des populations affectées. Les engagements du « Grand Bargain » sur la localisation de l'aide doivent servir de boussole pour améliorer ces actions humanitaires en RD Congo et ailleurs.

Caritas et les engagements du « Grand Bargain » sur la localisation

En 2016, les conclusions du « Grand Bargain » - le processus de réforme du système humanitaire international - **engageaient les acteurs et bailleurs à renforcer la durabilité et l'équilibre des partenariats avec les acteurs locaux et à accroître la flexibilité et la pérennité des réponses face à des crises complexes et fréquentes**. L'objectif ? Construire une architecture de l'aide adaptée aux besoins croissants et aux défis de redevabilité envers les acteurs locaux et les communautés concernées.

En 2019, la confédération Caritas a adopté un ensemble d'engagements¹ décrivant comment les membres de Caritas aux mandats à la fois nationaux et internationaux travailleront pour **transférer le pouvoir et les ressources aux acteurs locaux et donc surtout aux organisations Caritas nationales et diocésaines**. Par exemple, par le biais de partenariats plus équitables ou de reconnaissance et d'investissement accrus dans les expertises locales.

S'inscrivant dans cette même ligne, **le travail humanitaire de CI.be en RD Congo est centré sur le partenariat et les apprentissages réciproques avec les communautés et les partenaires locaux pour renforcer leurs capacités à prévenir et faire face aux situations d'urgence**. En plus des activités ciblées d'accompagnement et de sensibilisation des populations vulnérables vers la résilience alimentaire, économique et sociale (voir notre analyse *Triple nexus en RD Congo* plus bas), le soutien aux communautés passe aussi par des analyses communautaires des risques, des systèmes d'alerte précoce, ainsi que l'élaboration de préparation et de réponses rapides aux crises identifiées.



*L'équipe de Caritas Développement Bukavu se distingue par ses relations étroites avec les communautés vulnérables aux crises au Sud-Kivu.
©Caritas International Belgique*

¹ Caritas Internationalis (2019) [Our Commitments to Strengthen Localisation and Partnership in Humanitarian Action](#)

La préparation aux désastres : une base essentielle

Enracinées au plus près des personnes et des populations dont elles sont l'émanation, les organisations membres du réseau Caritas soutiennent les communautés dans leur analyse des catastrophes multiples (environnementales, anthropiques, sanitaires, etc.) auxquelles elles font face afin qu'elles soient mieux préparées. L'objectif est de **travailler avec les populations elles-mêmes afin d'élaborer des mesures préventives et des méthodologies basées sur l'expertise locale** pour dépasser la durée de vie d'un seul projet ou financement.

Le système de veille humanitaire du réseau Caritas en RD Congo

En fin 2015, le réseau Caritas en RD Congo a mis en place un mécanisme de veille humanitaire avec l'appui d'UNICEF, du Fonds de financement commun des Nations Unies (CBPF) et le soutien d'OCHA.

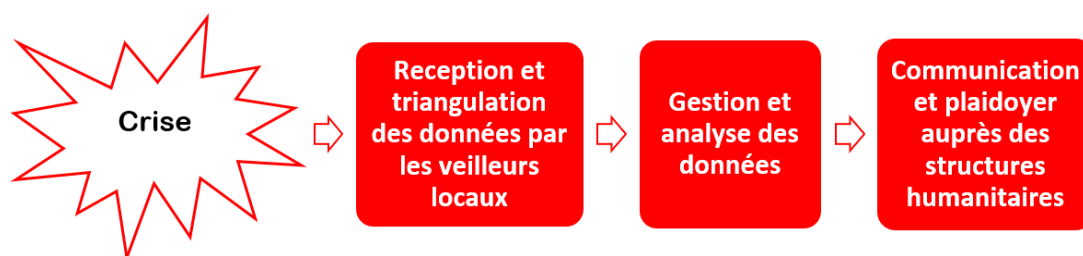
Visant à impliquer les communautés affectées dans l'analyse et la réponse aux crises, Caritas travaille avec plusieurs milliers de collègues et de volontaires présent-e-s dans les endroits les plus reculés du pays. Ces personnes sont formées à lancer une « alerte flash » aux différents acteurs et autorités concernés en cas de crise aiguë, telle que des glissements de terrain, des épidémies ou des mouvements de populations.

Le travail des veilleurs du réseau Caritas assure le relais rapide d'informations fiables et vérifiées sur les besoins humanitaires des communautés excentrées en RD Congo, telles que celles au Sud-Kivu, vers les organes de coordination humanitaire (via OCHA).

Le système de veille de Caritas couvrait environ 2/3 du territoire national en 2018, aujourd'hui ces structures restent en place et sont notamment très actives dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema avec l'appui de Caritas Espagne.



Le système de veille humanitaire de Caritas est actif dans les zones les plus reculées du pays. ©Caritas International Belgique



Grâce à cette approche, l'élaboration de mécanismes de veille humanitaire, d'évaluation participative des risques de catastrophe,² et de comités tels que les Comités locaux d'organisation communautaire (CLOC - voir notre analyse *Le modèle de protection communautaire de Caritas dans les zones isolées du Sud-Kivu plus bas*), **créé des liens entre les communautés affectées et isolées avec les structures de coordination humanitaire**. Ces modalités proposent des **pistes d'action pour mettre les acteurs locaux et les populations au centre de l'aide humanitaire** en leur apportant plus de soutien, de parole et d'outils sur le long terme, en lien avec le deuxième axe de travail du « Grand Bargain ».

« Je me suis engagé pour servir ma communauté et pouvoir trouver ensemble des solutions aux catastrophes naturelles et humaines qui nous menacent »

– Shukuru, facilitateur communautaire sur la préparation aux désastres à Luntukulu, au Sud-Kivu



Shukuru a été désigné par sa communauté pour faciliter les analyses et la préparation aux désastres au sein du projet de Caritas financé par l'UE au Sud-Kivu. ©Caritas International Belgique

La prise de responsabilité par les « veilleurs/ses », les membres des CLOC ou les « facilitateurs/trices » comme volontaires citoyen-ne-s permet aussi aux communautés de s'approprier ces méthodes et de **soutenir le leadership local** en la matière. L'implication des paroisses et des autorités locales dans l'identification des besoins et la formulation des réponses suit une logique similaire.

La réponse rapide, informée par l'ancrage local

Les bases communautaires du réseau Caritas représentent également un **terreau propice pour mettre en place et adapter des interventions rapides et flexibles aux besoins humanitaires fluctuants**. Les efforts de préparation et de suivi continu des contextes locaux permettent notamment d'élaborer des réponses ancrées dans les réalités des différentes populations vulnérables.

Cette dynamique fait notamment ses preuves dans la province du Sud-Kivu, où le réseau Caritas est actuellement un des seuls acteurs de la société civile à avoir les capacités et l'ancrage local pour pouvoir mener des réponses rapides multisectorielles aux urgences, qu'elles soient liées à des affrontements violents ou à des aléas environnementaux.

Concrètement, Caritas reçoit des informations via les différentes sources d'information que le réseau possède dans les zones affectées, même les plus isolées, ce qui permet de **travailler directement avec les communautés locales pour identifier leurs besoins et les réponses adaptées**. Les membres de la communauté accompagnés par Caritas deviennent alors les points focaux locaux pour la réponse rapide, qui est presque toujours

² Telles que les activités menées dans le cadre du [programme financé par l'Union européenne \(ECHO\) au Sud-Kivu et au Maniema](https://www.caritasinternational.be/fr/urgence-et-developpement/reduction-des-risques-prevention-en-cas-de-catastrophes/). Pour en savoir plus sur la Réduction des risques & prévention en cas de catastrophes : <https://www.caritasinternational.be/fr/urgence-et-developpement/reduction-des-risques-prevention-en-cas-de-catastrophes/>

organisée par le biais d'une distribution ciblée de cash inconditionnel (CASH),³ et soutiennent le ciblage des populations les plus vulnérables dans leurs communautés.

« Même si on connaît très bien les communautés avec qui on travaille, l'approche du CASH permet aux familles et aux personnes de décider elles-mêmes comment elles vont remédier à leurs besoins »

– Charles Kalemaza, Responsable des urgences à la Caritas Développement Bukavu



Caritas International Belgique et Caritas Développement Bukavu organisent une distribution de cash inconditionnel auprès de populations déplacées à Chaminunu, Sud-Kivu. ©Ophélio Perrot / Caritas International Belgique

La dimension internationale du réseau Caritas est aussi précieuse dans la réponse aux crises ponctuelles en RD Congo. Le système de réponse rapide de la confédération Caritas - un mécanisme de solidarité coordonné entre membres diocésains, nationaux et internationaux - **permet de financer et planifier des réponses au sein du réseau et de directement soutenir les actions des membres locaux sur place.**

Réponse rapide à l'éruption du Volcan Nyiragongo à Goma

En mai 2021, le volcan Nyiragongo près de la ville de Goma, à l'est de la RD Congo, est entré en éruption. Pendant des semaines les menaces de coulées de lave et de libération du gaz méthane dans le lac Kivu ont poussé des milliers de familles à fuir vers les localités voisines.



© Caritas Goma

Immédiatement, le réseau international de Caritas lance un appel d'urgence afin de centraliser les informations, planifier les réponses avec les acteurs locaux et pouvoir récolter les fonds

³ Ces méthodologies, telles qu'elles sont aujourd'hui déployées dans les activités de réponse rapide de CI.be et la Caritas Développement de Bukavu dans un projet financé par l'Union européenne (ECHO), sont également promues en tant qu'approche éprouvée dans le processus du « Grand Bargain ».

nécessaires pour les mettre en place.⁴ La représentation nationale du réseau – Caritas Congo – joue un rôle crucial de coordination.

Constatant qu'une grande partie des sinistrés qui avaient fui pour le Sud-Kivu avaient seulement bénéficié de soutien limité, CI.be, CD Bukavu et la Caritas Espagne contribuent ensemble à cet élan de solidarité via une intervention à Nyabibwe : un contexte bien connu par ces acteurs. Avec le soutien financier de la coopération belge et la mobilisation de fonds propres de CI.be et Caritas Espagne, Caritas a appuyé 620 ménages déplacés et hôtes avec du cash inconditionnel, des articles ménagers essentiels et des kits d'hygiène dans cette zone isolée et délaissée.



Les personnes déplacées par l'éruption à Goma, ainsi que les familles qui les accueillent, ont reçu un soutien en cash inconditionnel pour pouvoir couvrir leurs besoins de base.
©Caritas International Belgique

Mieux soutenir les organisations et structures humanitaires locales

Malgré l'expertise et la légitimité éprouvées des organisations humanitaires locales en RD Congo, des efforts concertés seront encore nécessaire pendant plusieurs années afin d'attendre les objectifs du « Grand Bargain ». Il est notamment question **d'augmenter le financement direct aux acteurs locaux, tout en améliorant la qualité de ces fonds - plus long terme, plus flexibles et couvrant les frais de structure.**

Les analyses de Caritas soulignent que les organisations humanitaires locales, notamment en RD Congo, **continuent de faire face à plusieurs obstacles bureaucratiques et structurels pour accéder directement aux sources de financement nationaux**, telles que le CBPF géré par les Nations unies.⁵ En 2020, seulement 29% des allocations du

⁴ Pour plus d'informations sur la réponse du réseau Caritas à l'éruption à Goma :

<https://www.caritasinternational.be/fr/urgence-et-developpement/eruption-volcanique-a-goma-aide-durgence-aux-populations-deplacees/>

⁵ Caritas Internationalis (2021) [La localisation en temps de Covid-19 : l'expérience des organisations Caritas nationales dans le domaine du financement humanitaire, des partenariats et des efforts de coordination durant la pandémie.](#)

CBPF en RD Congo sont allés sans intermédiaire aux ONGs nationales et locales.⁶ L'exemple de la veille humanitaire de Caritas démontre l'importance pour ces fonds communs de soutenir les initiatives locales, au plus près des communautés concernées. Il reste donc primordial de persuader les donateurs de **promouvoir l'implication des ONGs locales dans les processus de gouvernance et de prise de décision au sein de ces mécanismes. L'harmonisation et la simplification des démarches administratives** règlementant l'obtention de ces fonds devraient également être encouragées afin de davantage faciliter l'accès des intervenants de première ligne.

Deuxièmement, les leçons des programmes d'urgence de Caritas en RD Congo soulignent la nécessité de **soutenir les structures de prévention et de réponse rapide à moyen et long-terme**. Pour cela, des financements de plus longue durée seront essentiels afin d'encourager le renforcement des capacités des acteurs de première ligne et la prise en main des réponses par les communautés. L'importance d'appuyer durablement l'expertise dans la prévention – préparation aux désastres, sensibilisation des communautés, soutien du leadership local, développement d'alternative de revenus – ne peut être ignorée.

Enfin, la complexité et les transformations rapides des crises actuelles en RD Congo et ailleurs doivent pousser les bailleurs à développer **des financements et des pratiques plus agiles qui reflètent les approches des partenaires locaux aux crises soudaines**. Pour le cadre humanitaire belge, il serait utile d'examiner la question des fonds flexibles, qui sont actuellement accordés aux seules organisations internationales, et analyser comment les ONGs humanitaires pourraient y avoir elles-aussi accès. Des budgets humanitaires plus souples seraient une évolution appréciable, que ce soit en matière de prise de décision, du suivi demandé, ainsi que dans la rapidité de l'octroi et de la distribution des fonds. Ceux-ci pourraient être directement accessibles aux ONGs belges ainsi qu'à leurs partenaires locaux. En parallèle, il faudra aussi poursuivre les réflexions sur la manière **d'alléger les charges administratives et les risques financiers qui pèsent sur les partenaires locaux**.

> RECOMMANDATIONS pour soutenir la réponse rapide des acteurs locaux

- Développer et octroyer **des financements humanitaires additionnels, flexibles et de plus longue durée** afin d'encourager le renforcement des capacités des acteurs de première ligne et la prise en main des réponses par les communautés ;
- **Harmoniser et simplifier les démarches administratives** règlementant l'obtention de fonds humanitaires, notamment dans le cadres fonds communs, afin de davantage faciliter l'accès des intervenants de première ligne ;
- Dans le cadre humanitaire belge, **examiner la question des fonds flexibles et analyser comment les ONGs humanitaires pourraient y avoir accès** ;
- Soutenir des **approches innovantes dans la veille humanitaire et la redevabilité** envers les populations affectées par des crises multiples ;
- **Promouvoir l'expertise locale dans la prévention et la préparation aux désastres** par la sensibilisation des communautés et le renforcement du leadership et des capacités locales.

⁶ OCHA (2021) [DRC Humanitarian Fund : 2020 Annual Report](#).

Le modèle de protection communautaire de Caritas dans les zones isolées du Sud-Kivu



*Les membres du CLOC de Luntukulu devant leur bureau.
©Caritas International Belgique*

Le réseau Caritas en RD Congo est convaincu que la défense des droits humains et la consolidation de la cohésion sociale sont des préalables essentiels pour le développement inclusif des communautés, ainsi que pour la prévention des conflits créant et engendrant des violations et des besoins humanitaires. Développée par les Caritas Développement (CD) Bukavu, Kasongo et Uvira avec le soutien de la Caritas Espagne, la méthodologie des Comités locaux d'organisation communautaire (CLOC) au Sud-Kivu soutient des réponses communautaires et contextualisées à ces enjeux de paix et de justice.

Les Comités locaux d'organisation communautaire (CLOC) au Sud-Kivu

Depuis 2012, le réseau Caritas en RD Congo soutient la mise en place de CLOC pour la défense des droits humains au Sud-Kivu. Avec l'appui technique de la Caritas Espagne, les CD Bukavu et Kasongo ont su développer et perfectionner ce mécanisme soutenu par différentes sources de financement (fonds propres, ECHO, Banco Santander, FNUD, USAID, Gouvernement basque).

Aujourd'hui, **le réseau Caritas accompagne 40 CLOC, couvrant les besoins de protection de plus de 400.000 personnes, sur tout le territoire de la province du Sud-Kivu.** Élus directement par les communautés, leurs rôles incluent la coordination de la protection communautaire, ainsi que la représentation de la communauté auprès de Caritas et des autorités locales (civiles et militaires).



Présentation des CLOC à Kikamba. ©Fiston Matabaro / Caritas Kasongo

Les constats qui ont amené le réseau Caritas à développer cette méthodologie à l'est de la RD Congo sont multiples.

En premier lieu, le **contexte d'instabilité causé par des conflits – intercommunautaires, familiaux, culturels, économiques – et par les activités des groupes armés** qui conduisent à des violations multiples des droits au sein des communautés et des ménages :

violences sexuelles et basées sur le genre (mariage précoce ou forcé, violence conjugale, etc.), arrestations arbitraires, extorsions, tortures et traitements cruels, violations de la propriété...

Deuxièmement, le fait que ces territoires comprennent un grand nombre de **zones enclavées et isolées**, hors de portée des services étatiques dont la justice et en proie aux groupes armés. Cet abandon est en partie dû aux distances et aux routes impraticables, mais il est aussi aggravé par un manque d'autorités publiques compétentes, réactives et fiables dans ces provinces. Ce sont ces zones qui sont ciblées par la méthodologie des CLOC.

Troisièmement, Caritas porte une attention particulière à la **nécessité de rendre les communautés locales plus autonomes** afin d'accentuer les capacités et l'ancrage local des réponses, sans devoir recourir à des organisations externes qui seraient moins enracinées dans les réalités locales (voir *Ancrage local et réactivité*). La valeur ajoutée de Caritas est ici la présence constante auprès des communautés, notamment grâce aux liens avec les paroisses locales.

Autonomie, participation et durabilité

L'analyse de Caritas confirme donc un **besoin criant de créer et de renforcer des mécanismes de protection communautaire autonomes et contextualisés**, en vue de placer tant que possible les communautés visées dans un rôle de citoyens actifs qui s'engagent dans des réponses collectives aux enjeux de protection, de paix et de justice.

Les CLOC sont ainsi conçus comme tels dès leur mise en place. En aval d'un dialogue communautaire sur les objectifs et les modalités de base du comité, les **membres sont ensuite élu-e-s dans le cadre d'un Barza communautaire** : une réunion traditionnelle convoquée par le chef du village (ou du groupement) qui rassemble des représentant-e-s de tous les groupes sociaux (hommes et femmes ; groupes ethniques ; populations déplacées et retournées ; jeunes ; personnes en situation de handicap ; agriculteurs/trices, éleveurs/euses, commerçant-e-s...).

Le comité élu, entre 7 et 15 membres en fonction des attentes de la communauté, est toujours **paritaire** et le mandat d'un tiers de ses membres est renouvelé tous les 2 ans par le biais de nouveaux *Barza*.

Cet **ancrage aux pratiques et aux modes de décision préétablies au sein de la communauté permet de renforcer la légitimité et la durabilité des interventions** des CLOC. Dès lors, il est important que les membres entreprennent leur rôle de manière **bénévole et volontaire**. La gratuité protège le caractère civique qu'a cette fonction et contribue à la pérennité des activités en dépit des financements externes imprévisibles. Des nouvelles stratégies d'auto-financement, telles que des comités de micro-crédits ou des



Les membres du CLOC de Kigulube suite à leur formation sur la protection communautaire. © Caritas Kasongo

mutuelles, sont actuellement mises en place dans certains CLOC pour renforcer cette durabilité.

Les responsabilités des CLOC : anticiper, prévenir et réagir aux risques de protection

Le travail de chaque CLOC est défini par l'élaboration d'un Plan d'action de protection communautaire (PAPC) : un **processus participatif qui permet d'identifier les besoins prioritaires pour le respect des droits et de la cohabitation pacifique, ainsi que des pistes de réponses avec les communautés concernées**. Le PAPC sert de fondation à la programmation des activités menées par le CLOC, coordonné par ses membres qui sont formés et accompagnés par Caritas sur les notions et les pratiques dans la protection des droits.



Le CLOC de Katshungu organise une consultation dans l'élaboration du PAPC. ©Caritas Kasongo

Nourris par leur capacité de mobilisation, les CLOC empruntent ensuite une approche holistique qui repose sur 4 axes :

- **Médiation des conflits civils**

Les membres du CLOC sont formés à l'analyse systémique des conflits, ce qui leur permet d'agir en tant que médiateurs/trices au service des communautés et des ménages. Ainsi, les **CLOC contribuent directement à la cohésion sociale et à la réduction des violences à travers la résolution pacifique des conflits civils**.

Tout-e membre de la communauté peut s'adresser au CLOC pour demander une médiation. Son intervention dans ces situations permet notamment **d'arbitrer les disputes entre parties inégales ou d'éviter la dégradation vers la violence** comme ça peut être le cas par exemple dans le cadre de conflits sur la répartition des terres, des dettes ou au sein d'un couple.

Là où il n'y a pas de CLOC, ce sont surtout les chefs de village qui assument les tâches de médiation des conflits civils... un service payant qui exclut souvent les populations plus vulnérables et les femmes. Selon une étude d'impact économique réalisée en 2020, faire appel aux autorités locales pour résoudre un litige civil peut coûter 50 dollars pour organiser un Barza ou même plus de 160 dollars dans le cas de la police et des tribunaux formels. **La gratuité des services de médiation des CLOC est donc essentielle dans un contexte où l'accès à la justice reste problématique** tant d'un point de vue financier que géographique (enclavement des villages).

« Quand on demande de l'aide au CLOC,
on sait qu'on ne devra même pas
présenter 200 francs (moins de 10
centimes d'euro) »

- Claude, Président du CLOC à Luntukulu



Claude est le Président du CLOC à Luntukulu, élu par les autres membres du comité. ©Caritas International Belgique

- **Référencement et prise en charge des victimes**

Les CLOC sont aussi préparés à la **prise en charge et à l'orientation des victimes de violences multiples (physiques, sexuelles, basées sur le genre) vers une assistance adaptée à leurs besoins.**

Le réseau des ressources de prise en charge est souvent faible dans ces zones enclavées et beaucoup de victimes sont alors découragées par les distances ou le manque d'information. Les formations des membres des CLOC leur permettent donc d'accéder, en personne ou via des numéros verts, aux structures locales d'assistance médicale, psychosociale et juridique. L'ambition est d'également élargir ce service vers les structures financières. Si c'est nécessaire, les membres des CLOC sont aussi préparé-e-s à fournir un premier accompagnement psycho-social ou à faciliter l'appui familial aux victimes.

- **Sensibilisation des populations sur leurs droits**

Les CLOC forment à leur tour les populations à se prémunir des violations des droits humains et à se rendre vers un CLOC dès qu'elles en ont besoin. Selon une enquête réalisée par Caritas en 2020, 96% des personnes ciblées connaissent les CLOC et 71% sont conscientes des mesures d'autoprotection du PAPC. Des **débats communautaires (75 à 100 personnes en moyenne) sont organisés 2 à 3 fois par mois** et complétés par des émissions radio, des brochures et des bandes dessinées qui traitent de thématiques spécifiques identifiées dans le PAPC, c'est-à-dire par les communautés elles-mêmes. Par exemple, plusieurs CLOC mettent en avant les questions des violences sexuelles ou même d'exploitation des enfants et des femmes enceintes dans les carrés miniers.



Le CLOC de Lulingu organise une séance de sensibilisation communautaire sur la question des discriminations ©Caritas Kasongo

Les communautés sont alors formées sur leurs droits, les instruments juridiques qui les protègent, les mesures de protection et d'autoprotection, ainsi que les obligations des autorités. Cette approche permet de renforcer la capacité des citoyen-ne-s à faire valoir leurs droits, et vise à **examiner les causes profondes des violations au niveau communautaire, telles que les normes patriarcales, les tabous ou la discrimination.** Les réunions de sensibilisation permettent aussi de mettre à jour les PAPC en fonction des réalités vécues et des attentes des populations dans toute leur diversité.

La mise en place de « bibliothèques des droits humains », qui rassemblent des textes clés comme la Constitution congolaise ou les chartes des Nations unies, permet aux CLOC et à

la population d'avoir accès à des références juridiques en cas de besoin et d'accroître la culture de l'État de droit.

- **Plaidoyer vers les autorités et les détenteurs de devoirs**

Les CLOC jouent aussi un rôle crucial en tant que **représentants des communautés marginalisées auprès des autorités locales, des ONGs, et des autres détenteurs de devoirs**. Les CLOC sont guidés par les demandes et les ambitions des populations afin de mener des activités de plaidoyer dirigées envers ces acteurs.

« Nous nous sentons capables de rendre service et protéger notre communauté » - Vumilia et Bungilila, membres du CLOC à Luntukulu



Vumilia et Bungilila sont membres actives et volontaires du CLOC à Luntukulu. ©Caritas International Belgique

Au fil des années, les diverses autorités ont été de plus en plus convaincues des contributions et de la légitimité des CLOC. Cette confiance se traduit notamment dans les **cadres de concertation** mis en place : des réunions régulières pour présenter les violations récurrentes des droits humains, où les représentant-e-s des autorités prennent note des préoccupations des populations en matière de protection... une **gouvernance démocratique, impulsée par les CLOC, inédite dans la plupart de ces zones délaissées**.

Des tables rondes thématiques publiques, modérées par des journalistes locaux/ales, sont aussi organisées et enregistrées pour permettre aux communautés d'interpeller les autorités sur leur gestion, notamment de certains problèmes structurels (économie minière, régime foncier, etc.).

Une piste de participation citoyenne pour les communautés vulnérables congolaises ?

D'après l'expérience du réseau Caritas, les leçons des CLOC dessinent un **véritable mouvement social autonome qui pourrait offrir plusieurs pistes de réponse à une représentativité et une capacité d'autoprotection défailtantes** pour les communautés marginalisées du Sud-Kivu et des autres territoires en RD Congo.

Cette ambition est appuyée par la **durabilité, flexibilité, légitimité et capacité de mobilisation des comités**, qui permettent aux communautés de s'attaquer ensemble, mais de manière autonome, aux défis de protection auxquels elles font face. Mais les communautés ne peuvent pas agir seules : des initiatives régionales et nationales seront

aussi nécessaires pour remédier durablement aux causes structurelles, à la fois économiques, sociales et politiques, des conflits et des violations des droits.

En partenariat avec



> RECOMMANDATIONS pour renforcer la protection communautaire

- Privilégier une **approche davantage axée sur la prévention des conflits et sur la lutte contre les causes profondes de l'insécurité** ;
- Dans le cadre de la coopération belge, **augmenter l'enveloppe budgétaire dédiée à la consolidation de la paix**, en baisse depuis plusieurs années ;
- Renforcer le **soutien politique et financier aux sociétés civiles locales, nationales et régionales** qui œuvrent pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'accès à la justice et la défense des droits ;
- **Appuyer et responsabiliser l'Etat congolais dans la restauration de l'autorité, l'accès à la justice et la protection des droits** dans les zones isolées du pays, une tâche que les CLOC et les communautés ne pourront pas mener seuls ;
- Pour les acteurs actifs dans l'Est du Congo, envisager et développer une **cartographie des modalités, comités et organisations qui mettent en place des stratégies de protection à base communautaire**.

Triple nexus en RD Congo : vers des solutions durables pour les populations affectées par des crises complexes

En RD Congo et ailleurs, le réseau Caritas favorise des **réponses holistiques et systémiques (« triple nexus »)** pour répondre durablement aux besoins et aux attentes des populations affectées par des crises complexes. C'est le cas, par exemple, dans les provinces du Sud-Kivu et du Kasai-Central, où Caritas International Belgique et ses partenaires soutiennent les communautés hôtes, déplacées et retournées à reconstruire leurs vies et leurs sociétés.⁷



Les comédien-ne-s formées par Caritas préparent leur prestation de théâtre participatif en consultant une paysanne sur les sujets qui créent des tensions au sein de sa communauté. © Nyiragongo Ngoma Productions / Caritas International Belgique

Fragilité et chocs multiples au Sud-Kivu et au Kasai-Central

Les provinces du Kasai-Central et du Sud-Kivu sont parmi les épicrocentres des violences et crises récurrentes vécues par les populations congolaises, liées à des déplacements qui se croisent et engendrent des besoins importants. Une **recrudescence récente des conflits au Sud-Kivu continue de causer des mouvements de population importants**, tandis que les communautés du Kasai peinent à se remettre des vagues de violence de 2017⁸ et restent confrontées à la problématique du **retour (souvent forcé) des ressortissants congolais qui avaient migré ou fui pour l'Angola**.⁹

Les conséquences, pour les communautés d'accueil comme pour les populations en mouvement, qu'elles soient déplacées ou retournées, sont particulièrement accablantes dans ces régions. Lors de ces déplacements, les ménages doivent laisser leurs biens derrière eux et se retrouvent souvent démunis dans les zones d'accueil, tout comme les **populations retournées qui peinent à se réintégrer dans le tissu social et économique**. Ces mouvements forcés à répétition fragilisent le développement communautaire et **augmentent la pression sur les communautés d'accueil, déjà précarisées**. Les structures sanitaires, d'assainissement, de protection et d'alimentation sont débordées, entraînant une **forte insécurité alimentaire et des chutes importantes des productions**

⁷ Le [programme d'Aide humanitaire et de résilience pour les victimes de déplacement au Sud-Kivu](#) est financé par la coopération belge au développement, en partenariat avec CD Bukavu ; le [programme d'Aide humanitaire pour des personnes vulnérables au Kasai-Central](#) est financé par l'aide allemande, en partenariat avec Caritas Allemagne et Caritas Luiza.

⁸ Pour plus d'informations, veuillez visiter la [campagne « Kasai Now »](#) de CI.be et CJP (2017).

⁹ Pour en savoir plus sur la situation des personnes retournées d'Angola, lisez les rapports de [Human Rights Watch](#) (2018) et des [Nations unies](#) (2020).

agricoles. On constate également un **risque accru de conflits fonciers et intra-communautaires**.



*Yalala a dû fuir avec ses 7 enfants suite aux attaques de groupes armés dans son village.
©Caritas International Belgique*

« On a été chassés de notre village. Des familles nous ont accueilli chez elles mais on se rend compte qu'elles vivent aussi dans une situation difficile » - Yalala, déplacée à Luntukulu au Sud-Kivu

Durant les dernières années, les **catastrophes climatiques et naturelles, ainsi que les crises sanitaires, ont davantage fragilisé ces contextes**. L'érosion des sols, les fortes précipitations ou les longues périodes de sécheresse affaiblissent les récoltes agricoles - la principale source de revenu dans ces provinces - ce qui entraîne des pertes de vies humaines. Les chocs socio-économiques de la pandémie COVID-19, tels que les restrictions sur les mouvements, les chute des revenus ou la dégradation de la cohésion sociale, ont aussi fait écho aux récentes expériences dévastatrices des épidémies de l'Ebola et du Choléra en RD Congo.

Une approche du triple nexus en RD Congo

Pour faire face à ces crises conjuguées et prolongées, CI.be et ses partenaires adoptent des **stratégies systémiques, alliant les actions humanitaires, de développement et de consolidation de la cohésion sociale, afin de renforcer la durabilité des interventions, réduire les vulnérabilités et s'attaquer aux causes profondes de celles-ci**. Encouragée par la Recommandation de l'OCDE d'améliorer la programmation selon ce « triple nexus »,¹⁰ Caritas International Belgique met un **accent particulier sur la résilience et la prévention**, consolidant les capacités des générations actuelles et futures à répondre à leurs besoins et à surmonter des défis complexes.

Dans ce cadre, le réseau Caritas investit dans des **solutions durables pour l'accueil des déplacé-e-s et des retourné-e-s, posant les bases pour que toutes les communautés touchées puissent contribuer et tirer parti de la relance économique et de la cohésion sociale**. Il s'agit notamment d'appliquer l'**option préférentielle pour les plus vulnérables (« Leave No One Behind »)**, que ce soit par leur inclusion comme acteurs et actrices de leur propre développement ou dans le ciblage de populations isolées socialement et géographiquement.

Les programmes de Caritas sont également ancrés dans **la localisation et le partenariat**, privilégiant le renforcement de l'expertise et des capacités locales (voir notre analyse *Ancrage local et réactivité* plus haut). La légitimité de la Caritas nationale (Caritas Congo) et

¹⁰ OCDE (2019), [Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#).

des partenaires diocésains, tels que les Caritas Développement de Bukavu, de Luiza et de Kasongo, offre au réseau Caritas un **accès aisé aux zones sensibles et une capacité à exercer un plaidoyer auprès des organes de coordination locale et provinciale.**

Combattre la malnutrition et ses sources

Au Sud-Kivu et au Kasai-Central, Caritas emploie des stratégies multisectorielles pour **renforcer la souveraineté alimentaire des ménages hôtes, retournés et déplacés.** Comme le souligne le réseau européen des organisations humanitaires (VOICE),¹¹ se focaliser sur une thématique transversale, tel que l'alimentation, permet de passer plus facilement d'une réponse humanitaire à des actions de développement structurel et vice versa. La situation alimentaire fragile des ménages d'accueil et retournés, certains ayant perdu leurs productions agricoles, illustre la pertinence d'une approche intégrée pour **relancer et consolider les ressources et les capacités des communautés face aux chocs récurrents.**

Sur le court terme, **la distribution de cash inconditionnel permet aux familles de couvrir leurs dépenses alimentaires et d'accéder aux services de base.** Les ménages sont identifiés sur base de leur degré de malnutrition et de leur composition. Leurs besoins sont évalués en collaboration avec les chefs de village et les communautés elles-mêmes. Le capital reçu permet aussi aux familles de développer des activités agricoles (par exemple, pour l'élevage de petit bétail, le lancement d'un petit commerce ou le transport de denrées alimentaires) et même de mettre en place des groupes d'épargne et de crédit afin de **soutenir l'économie locale plus largement.**



La distribution des coupons CASH permet aux ménages ruraux à Bitale, au Sud-Kivu, de couvrir les besoins de base et d'investir dans leurs exploitations agricoles (tel que par l'achat de semences). © Caritas International Belgique

En parallèle, Caritas **renforce la résilience communautaire à moyen et long-terme en soutenant des systèmes alimentaires durables et en promouvant la nutrition saine.** Au Sud-Kivu, Caritas a organisé la distribution d'intrants agricoles, dont des semences (haricots, maïs, soja, arachide) et des outils, pour permettre à 1.200 ménages retournés de relancer leur production agricole. **L'accompagnement et la formation des ménages vers des pratiques agroécologiques**¹² ont aussi promu le développement de jardins de case autour de maisons, ce qui évite les longues et parfois dangereuses excursions vers les champs et maximise l'espace cultivable, apportant des denrées destinées tant à la consommation qu'à la vente. Au Kasai-Central, 1.800 familles ont été formées à des

¹¹ VOICE (2019), [NGO's Perspectives on the EU's Humanitarian - Development - Peace Nexus.](#)

¹² Pour en savoir plus sur les bénéfices des pratiques agroécologiques, veuillez lire la Note de référence de la Coalition Contre la Faim (2021) [Soutenir l'agroécologie pour transformer les systèmes alimentaires.](#)

pratiques plus saines et plus nutritives pour préparer les aliments, permettant de sortir de la malnutrition chronique qui sévit depuis plusieurs décennies dans la région.

Les résultats de ces stratégies holistiques pour combattre l'insécurité alimentaire, qui incluent également des collaborations intersectorielles,¹³ confirment une amélioration de l'état nutritionnel des communautés, et surtout des enfants, grâce notamment à **l'augmentation à trois repas par jour, une consommation plus saine et diversifiée, ainsi que la possibilité d'avoir un stock de nourriture en cas de crise**. La bonne gestion des ressources et de la récolte **accroît le revenu après-vente, mais évite aussi la dépendance sur les marchés**, où les revenus sont souvent rendus irréguliers par les violences, les chocs climatiques et les restrictions sanitaires.



Les participant-e-s à la formation agricole à Karega au Sud-Kivu © Ismaël Maisha / Caritas International Belgique



Une démonstration culinaire organisée à Kande, Kasai-Central © Simon Balawebe / Caritas International Belgique

Renforcer le dialogue et la cohésion sociale

L'inclusion des groupes vulnérables, ainsi que de la cohésion sociale et de la paix, sont autant de **bases essentielles pour assurer un développement durable dans ces contextes fragiles**, même si ce « troisième pilier » du triple nexus fait encore l'objet de nombreux débats sectoriels.¹⁴ Lorsque le contexte le permet, Caritas œuvre pour une **approche communautaire qui promeut un environnement apaisé, sécurisant et pacifique (« paix positive ») en se basant sur les perspectives des populations elles-mêmes**.

Ceci passe par **l'écoute des groupes cibles dans toute leur diversité**, sans tenir compte de leur appartenance ethnique, confessionnelle ou de leur profil de déplacement. Caritas implique dès le début du projet toutes les composantes de la population et met en place des

¹³ Par exemple, le consortium avec Caritas Congo au Kasai Central qui permet d'appuyer la relance agricole, ainsi que la construction de centres de santé et des forages d'eau.

¹⁴ Pour un aperçu de ces débats, veuillez-vous référer aux analyses du IASC (2020) [Issue paper: Exploring peace within the Humanitarian-Development-Peace Nexus \(HDPN\)](#).

mécanismes de redevabilité, tels que des comités représentatifs de la communauté,¹⁵ afin **d'identifier les priorités et d'adapter les réponses en fonction des dynamiques locales** : des bases cruciales du nexus humanitaire-développement-paix. Au Kasai-Central, par exemple, ce sont les femmes qui sont venues recevoir l'aide, ce qui a été identifié comme une porte d'entrée pour sensibiliser les couples à la gestion équitable du capital et du pouvoir en leur sein.

Convaincu par la nécessité de prévenir les violences et les tensions récurrentes, le réseau Caritas contribue également à la cohabitation pacifique entre les différentes communautés affectées par l'insécurité. Au Sud-Kivu, Caritas a formé des jeunes au théâtre participatif, où les **comédien-ne-s mettent en scène des jeux de rôle et invitent le public à débattre des problèmes en se basant sur leurs expériences du quotidien (ex. conflits fonciers, violences faites aux femmes, discriminations)**. Ces pratiques de sensibilisation communautaire s'allient également au travail de médiation des Comités locaux d'organisation communautaires (CLOC) soutenus par Caritas Espagne, ainsi qu'au **dialogue mené avec les autorités locales sur les questions de genre, des violations des droits humains, de transparence et de résolution pacifique des conflits**.



Des prestations de théâtre participatif sur le thème de la cohésion sociale ont été organisées par des jeunes formé-e-s par Caritas pour sensibiliser les communautés à Bitale, au Sud-Kivu ©Nyiragongo Ngoma Productions / Caritas International Belgique



Au Kasai-Central, la sensibilisation sur les bonnes pratiques culinaires a aussi permis d'aborder la question de la gestion équitable des ressources au sein d'un couple ©Charles Djoko / Caritas International Belgique

Quand ils sont synchronisés avec les objectifs humanitaires et alimentaires, les analyses de CI.be démontrent que les efforts d'inclusion, d'analyse des conflits, et de consolidation de la paix permettent de **surmonter les sources de la vulnérabilité, de l'exclusion sociale et des violations généralisées des droits dans les communautés ciblées du Sud-Kivu et du Kasai-Central**. À terme, ils représentent des piliers essentiels pour permettre aux communautés de se remettre des crises et de construire des réalités plus justes, durables et solidaires.

¹⁵ Les membres de ce comité sont choisis au sein des différentes couches sociales de la communauté à savoir : les familles retournées, déplacées, d'accueil, les autorités locales, la société civile et les représentant-e-s des différentes groupes ethniques, religieux, etc. La composition de ce comité est paritaire.

> RECOMMANDATIONS pour opérationnaliser l'approche triple nexus

- Dans le cadre de la coopération belge, élaborer **une note d'orientation opérationnelle** qui explique la vision et le rôle de la Belgique dans l'implémentation du triple nexus ;
- Entamer **une réflexion active sur les options de financement à long-terme** et sur les liens entre les instruments financiers de la coopération belge (MAE, DGD) ;
- **Promouvoir une approche de « paix positive » dans la définition du triple nexus**, où celle-ci est conçue comme une approche communautaire et « bottom-up » qui adresse les causes profondes des conflits ;
- **Soutenir et évaluer des programmes qui emploient le triple nexus comme approche** pour appuyer des populations affectées par des crises complexes;
- **Valoriser le rôle des partenaires locaux** de la coopération belge et de la société civile dans la mise en œuvre du triple nexus ;
- Soutenir **l'agroécologie comme levier de résilience** pour les communautés et ménages ruraux qui font face à des crises multiples.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les revendications des membres de 11.11.11 (2021) [Triple Nexus : How Humanitarian, Development and Peace Actors can Work Together.](#)



Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles - Belgique
T +32 2 229 36 11
advocacy@caritasint.be
www.caritasinternational.be

Recherche et rédaction par Victor Beaume

Editions par Gilles Cnockaert, Adèle Dachy, Juliette Maquart et Jean-Yves Terlinden

Contributions par Charles Djoko, Guy Murhula et Ophélio Perrot (Caritas International Belgique) ; Veinard Abamwindja, Charles Kalemaza, Ismael Maisha, Aimé Mushagalusa (Caritas Développement Bukavu) ; Alicia Fernandez Lopez (Caritas Espagne) et Fiston Matabaro (Caritas Développement Kasongo)

Mise en page par Constance Isaac

Photo de couverture : Camp de réfugié-e-s de Minova au Nord-Kivu, RD Congo (2013)
©Isabel Corthier

Publication de Caritas International, Rue de la Charité 43, 1210 Bruxelles – Belgique, novembre 2021

Avec le soutien de la Coopération belge au développement (DGD)



Belgique

partenaire du développement

Les informations contenues dans cette publication ne sont pas forcément le reflet de la position ou de l'opinion du gouvernement belge.

**Cette publication rentre dans le cadre de
« Actions locales, leçons globales », une série de
publications sur les leçons politiques des
engagements du réseau Caritas dans des
contextes 'fragiles'.**

Caritas se réserve le droit de ne pas être tenu pour responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations fournies dans cette publication.